

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Bd George Sand 36000 CHATEAUROUX  
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 16/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ALKERN SUD**

Saint Marin  
36200 Saint-Marcel

Références : VAT20240463  
Code AIOT : 0010006998

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement ALKERN SUD implanté Saint Marin 36200 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 22/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALKERN SUD
- Saint Marin 36200 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0010006998
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

–Situation de l'entreprise:

La Société ALKERN SUD est une installation de fabrication de briquettes et plots en béton utilisés dans le secteur des travaux publics. Cet établissement emploie 7 salariés.  
Il est autorisé par Arrêté Préfectoral du 25/09/2018 modifié par lettre de prise d'acte pour le retrait du déchet de Valoxy et l'intégration du déchet de laitier des hauts fourneaux le 09/07/2024.

–Point sur le classement de l'établissement:

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°36-2018-09-25-004 du 25septembre2018 autorisant la Société ALKERN SUD à poursuivre l'exploitation d'une installation de fabrication de produits en béton et de recyclage de déchets.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE):

2718-1: installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente étant de 220tonnes (autorisation);

3510: élimination ou valorisation des déchets dangereux (recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques) avec une capacité de 34tonnes par jour;

3550: stockage temporaire de déchets dangereux dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale 220tonnes (autorisation);

2716-2: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, le volume susceptible d'être présent étant de 270m<sup>3</sup> (déclaration avec contrôle périodique);

2522-b: installation de fabrication de produits en béton par procédé mécanique, la puissance installée du matériel de malaxage et de vibration étant de 175,4kW (déclaration).

L'établissement comportant une installation soumise à autorisation au titre des rubriques 3510 (rubrique principale) et 3550 de la nomenclature ICPE, les meilleures techniques disponibles – traitement des déchets (BREF WT) lui sont applicables dans les conditions définies par l'arrêté ministériel du 17décembre2019. Le préfet de l'Indre a pris acte, par courrier du 28juin2022, du réexamen des conditions d'exploitation de l'établissement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance des rejets en eau souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 9.3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Rejets aqueux – eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 4.3.12	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Demande d'action corrective	2 mois
11	Déchets	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 5.1.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Explosion	Arrêté Préfectoral du 26/09/2018, article 7.3.2.1	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
16	Complétude du dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 11/05/2022, article R515-72	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
17	Bruit	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 6.2.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bilan environnemental annuel	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 9.4.1	/	Sans objet
3	Surveillance des eaux de rejet	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Sans objet
4	Surveillance des eaux de rejet	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3.II	/	Sans objet
7	Registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)	Code de l'environnement du 08/03/2023, article R. 541-43 II	Susceptible de suites	Sans objet
8	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
9	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Susceptible de suites	Sans objet
10	Registre de sortie du statut de déchet	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5	Susceptible de suites	Sans objet
12	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 7.3.2		
13	Explosion	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 7.2.1	/	Sans objet
15	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 7.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
18	Aires d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 7.5.3	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Bilan environnemental annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant adresse au préfet, par télédéclaration, au plus tard le 31 mars [...], un bilan annuel portant sur l'année précédente:[...]
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> Le bilan environnemental annuel a été télédéclaré sur la plateforme GERE par l'exploitant le 04/03/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Surveillance des rejets en eau souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 9.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise [...] En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols font apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance,

l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaire des émissions appropriées et met en œuvre le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

**Constats :**

L'exploitant dispose de 3 piézomètres: PZ1 (amont), PZ2 et PZ3 (aval), le suivi des eaux-souterraines est semestrielle.

L'exploitant dispose de 3 piézomètres: PZ1 (amont), PZ2 et PZ3 (aval), le suivi des eaux-souterraines est semestrielle.

En 2022 et 2023, il n'y avait pas d'eau dans les piézomètres PZ1 et PZ2

Concernant le piézomètre PZ3, 2 analyses ont été réalisées en 2023:

- le 07/03/2023, rapport IANESCO n°E23-08446: présence de formaldéhyde (39 µg/L), absence de phénol, hydrocarbures et ammonium.
- le 27/07/2023, rapport IANESCO n°E23-32679: présence d'hydrocarbures (C5-C11+C10-C40 ), absence de phénol, formaldéhyde et ammonium.

L'exploitant doit être critique sur les résultats des mesures d' hydrocarbures totaux et de formaldéhyde et pouvoir interpréter les variations, les eaux souterraines n'ayant pas de valeurs limites.

Lors de la visite d'inspection, les résultats du 1er semestre 2024 n'étaient pas disponibles, celles-ci devront être télédéclarées sous GIDAF.

**Écart constaté:** présence de polluants dans les eaux souterraines en aval sans analyse critique et action de la part de l'exploitant

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Surveillance des eaux de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, PFAS

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant[...] établit sous 3 mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances produites par dégradation

**Constats :**

**Pas d'écart constaté.**

L'exploitant dispose d'une liste des produits utilisés sur le site à jour et a réalisé les 3 campagnes

de recherches des 20 + 8 PFAS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Surveillance des eaux de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise chaque mois, sur 3 mois consécutifs, une campagne d'analyse des substances PFAS [...]
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> L'exploitant a réalisé les 3 campagnes de recherches des 20 + 8 PFAS et les résultats ont été déposés sur la plateforme GIDAF: <ul style="list-style-type: none"> <li>• le 17/01/2024</li> <li>• le 20/02/2024</li> <li>• le 26/03/2024</li> </ul> Absence de PFAS dans les eaux de rejets (lagune).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Rejets aqueux – eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 4.3.12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, analyses physico-chimiques et fréquence
<b>Prescription contrôlée :</b>  Valeurs limites d'émission des eaux pluviales L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 <ul style="list-style-type: none"> <li>- MES : 30 mg/l ;</li> <li>- DCO : 20 mg/l ;</li> <li>- DBO5 : 3 mg/l ;</li> <li>- NH4+ : 0,1 mg/l ;</li> <li>- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Les eaux pluviales de ruissellement sur les voirie et les zones de stockage des briquettes du site, qui dispose d'un revêtement au sol partiel, sont collectées dans un bassin (lagune) étanche d'un volume de 400 m3 puis rejetées dans le milieu naturel (infiltration par surverse). Des dépassements sur le paramètre MES et DBO sont récurrents dans les rejets d'eaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport d'analyse IANESCO du 19/01/24 : MES= 32 mg/l, DCO &lt;10 mg/L</li> </ul>

- rapport d'analyse IANESCO du 16/02/24 : MES= 33 mg/l, DCO <10 mg/L

Ces dépassements sont récurrents et avaient l'objet d'un écart lors des visites d'inspection du 11/05/2022 et 08/03/2023, en 2023 il y a eu 8 dépassements sur 12 mesures pour DCO (période d'été)+ 2 dépassements sur 12 pour MES

L'exploitant a mis en place des actions correctives:

- essai d'oxygénation pour aérer les eaux d'exhaure
- arrêt de l'arrosage des pistes car eaux du bassin très chargées
- curage du déboureur 2 fois/an, le débit d'eau semble trop important pour le déboureur et les MES ne peuvent pas décanter (dimensionnement à vérifier)
- déplacement du stock de bauxite éloigné du bassin +
- installation d'un filtre à cartouche sur pompe à l'exutoire du bassin (3 filtres : 100+25+5 µm)

Ces actions ont permis de passer en-dessous des valeurs limites pour la DCO mais pas pour les MES, qui ont nettement baissé mais restent toujours au-dessus.

**Ecart constaté:** dépassements des valeurs limites dans les eaux de rejets en MES.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 6 : GIDAF

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transmission des données d' autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

**Constats :**

L'exploitant ne télédeclare pas sur la plateforme GIDAF, site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées, ses données d'autosurveillance: eaux de surface, eaux souterraines, poussières, bruit.... L'exploitant dispose d'un compte pour lequel seules les campagnes de recherches de PFAS ont été déposées.

**Écart constaté:** pas de transmission des résultats d'autosurveillance sous GIDAF.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois



**N° 7 : Registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/03/2023, article R. 541-43 II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p>Le compte RNDTS a été créé en 2023 et l'exploitant renseigne les données des produits sortie déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Registre des déchets sortants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p>

- la date de l'expédition du déchet ;
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...]
- ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;
- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].

**Constats :**

**Pas d'écart constaté.**

Suite à l'écart relevé lors de la visite d'inspection du 08/03/2023, l'exploitant a complété son registre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Registre des déchets entrants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet [...];</li> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...];</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p>Suite à l'écart relevé lors de la visite d'inspection du 08/03/2023, l'exploitant a complété son registre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets qui traitent des déchets au moyen d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets, y compris lorsque ces déchets cessent d'être des déchets en application de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, tiennent à jour un registre chronologique des produits et matières issus de ces opérations de valorisation et qui ne sont plus des déchets.</p> <p>Ce registre contient au moins, pour chaque type produits et matières sortants, les informations suivantes :</p> <p>[...] - la date d'utilisation sur le site, ou la date de l'expédition si le produit ou la matière n'est pas utilisé sur le site ;</p> <p>[...] - la nature du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation ;</p> <p>- la quantité du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</p> <p>[...] - le code du traitement qui a été effectué, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</p> <p>- la qualification du traitement final qui a été effectué, vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</p> <p>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p> <p>Pour les producteurs ou détenteurs qui traitent des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ce registre contient également :</p> <p>[...] - la dénomination usuelle du déchet ;</p> <p>- le code du déchet traité au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</p> <p>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</p> <p>[...] - la date du traitement du déchet ;</p> <p>- le cas échéant, la date de fin de traitement du lot de déchets devenant produits ou matières ;</p> <p>[...] - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne qui a pris possession de ces substances ou objets ayant cessé d'être des déchets ;</p> <p>[...] - la référence de l'acte administratif ayant fixé les critères de sortie du statut de déchet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p>Suite à l'écart relevé lors de la visite d'inspection du 08/03/2023, l'exploitant a complété son registre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 11 : Déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 5.1.4

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, TRACABILITE
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant oriente les déchets produits vers les filières d'élimination ou de valorisation propre à garantir les intérêts visé à l'article 511-1 et L541-1 du CE. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisé à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées et déclarées à cet effet au titre de la législation des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose bien de l'outil TRACKDECHETS qu'il renseigne lors des enlèvements de déchets dangereux. Les boues récupérées dans les séparateur d'hydrocarbures à l'entrée du bassin (4 séparateurs en série) ne sont pas évacuées car elles sont ré-intégrées dans le procédé de fabrication. Selon les déclarations de l'exploitant, les séparateurs sont curés en interne sans pouvoir le justifier, un registre doit être tenu par l'exploitant car à minima les séparateurs doivent être vidangés et entretenus tous les ans. L'inspection des installations classées a procédé par échantillonnage, à la vérification des données renseignées dans le BSD dématérialisé: <ul style="list-style-type: none"> <li>• LIXIVIATS zone DD : BSD 20240306-BV8Z3B4B , 16.10.01*, 06/03/24, 27 tonnes, D13 (regroupement) chez SCORI à Airvault.</li> </ul> Le traitement des lixiviats en D13 est un traitement intermédiaire, l'exploitant ne dispose pas d'annexe 2 pour justifier du traitement final de son déchet et n'est pas en mesure de justifier que le prestataire SCORI dispose d'une autorisation de rupture de traçabilité dans son arrêté préfectoral.  <b>Écart constaté:</b> absence de justification du traitement final d'un déchet dangereux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 12 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives

prises.
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> L'exploitant a réalisé des vérifications par le bureau d'étude BVT du 03/11/2023, les rapports mentionnent: <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour ALKERN briquette, rapport n°7986918/2.14.1: pas de non-conformité (NC)</li> <li>• pour ALKERN parpaing, rapport n°7986918/1.14.1: NC3 « dispositif de protection contre les surintensités inadapté », l'exploitant a levé la NC en abaissant le calibrage de la puissance de coupure</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zonage des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de part la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosives pouvant survenir [...]
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, le plan des risques présenté par l'exploitant était incomplet, les zones à risques n'étaient pas identifiées. les produits suivants sont présents sur le site: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cuve de GNR de 1000L avec poste de distribution sur cuve classé inflammable H226</li> <li>• 1 500L de produits classés corrosif (Europact H5875, H 318+H412)</li> <li>• 1 000L de CHRYSO QUAD 630 : n-classé dangereux</li> <li>• 1 000L OLEO51 : non-classé dangereux</li> <li>• 300L d'huiles minérales: non-classé dangereux</li> </ul> <b>L'exploitant a modifié son plan et l'a transmis à l'inspection des installations classées le 25/03/2024.</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/09/2018, article 7.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériels ATEX
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives [...]. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits

inflammables ou explosifs susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentiellles.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une cuve de GNR de 1000L avec un poste de distribution est présente dans le local sous clef à côté des vestiaires. Les risques d'explosion et d'incendie sont présents dans ce local et aucun affichage n'est présent. De plus le personnel n'est pas formé et équipé pour se protéger contre ce danger. Le matériel présent dans le local n'est pas ATEX, la cuve n'est pas reliée à la terre et les équipements de protection ne sont pas antistatiques.</p> <p>L'exploitant a transmis le 25/03/2024, une photo de l'affichage mis en place pour signaler le risque incendie/explosion ainsi que les mesures à respecter dans ce local.</p> <p><b>Écart constaté:</b> Absence d'appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans un environnement ATEX.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 15 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des suites de l'inspection précédente
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Bâtiments et locaux Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p>Suite à l'écart relevé lors de l'inspection du 08/03/2023, l'exploitant a mis en place un détecteur</p>

de chaleur à proximité de la cabine de pilotage, dans le bâtiment, dans le local GNR.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 :** Complétude du dossier de réexamen IED

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 11/05/2022, article R515-72

**Thème(s) :** Risques chroniques, ERS

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Le dossier de réexamen comporte :

[...]

3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

**Constats :**

L'installation est classé IED pour les rubriques 3510 et 3550.

Suite à la parution du BREF WT le 17/08/2018, l'exploitant a transmis un dossier de réexamen à M. le Préfet le 14/01/2020 avec des demandes d'aménagements:

- MTD 29 concernant le traitement des effluents aqueux
- MTD 8 concernant la surveillance des émissions canalisées dans l'air
- MT 41 concernant la réduction des émissions atmosphériques de poussières

L'inspection des installations classées a adressé le 08/02/2021 à l'exploitant un courrier de réponse défavorable à la demande d'aménagement avec des demandes de compléments à adresser sous 3 mois. Par courrier du 02/05/2021, l'inspection a informé l'exploitant que les MTD8 et 41 ne lui étaient pas applicables. L'exploitant a apporté des réponses le 03/02/2022.

Les effluents aqueux rejetés vont dans la Creuse et l'inspection des installations a demandé à l'exploitant de fournir une ERS (évaluation des risques sanitaires) et une IEM (interprétation de l'état des milieux) dans l'environnement du site pour pouvoir déroger à la MT 29.

**Écart constaté:** pas de transmission d'une ERS et IEM demandées par l'inspection des installations classées en 2022;



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 17 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux de bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée: [...] point 3: 70 Db(A) de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) [...]
<b>Constats :</b>  Une mesure de bruit a été réalisé le 28/09/2023 par le CERIB (rapport n° 044684-A), avec 4 points de mesure, le point 3 en diurne est non-conforme: 73 dB au lieu d'une mesure inférieure à 70 dB. Selon l'exploitant, la non-conformité serait liée à la chute de tapis dans la trémie métallique, pour remédier au problème, l'exploitant va mettre en place un support d'amortissement en caoutchouc, la mesure est prévue pour septembre 2024.  <b>Écart constaté:</b> la mesure de bruit en diurne est non-conforme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 18 : Aires d'entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou mélanges dangereux sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b>  Les actions réalisées par l'exploitant suite à l'écart lors de la visite d'inspection du 08/03/2023 sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déplacement du stock: <ul style="list-style-type: none"> <li>• de bauxite dans une case au sol, à la place du déchets de laitier de haut fourneau (boues Arcelor Metal) qui n'est pas dangereux</li> <li>• de laitier sur aire étanche avec récupération des lessiviels dans le séparateur d'hydrocarbures</li> </ul> </li> <li>- Couverture du laitier à venir avec bâche de 12 m sur 12 m</li> </ul> <p>Possibilité de stocker 2 produits dont les boues de clarificateur sur l'aire étanche.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les eaux de ruissellement vont dans un séparateur puis dans le bassin d'eaux pluviales avant infiltration au sol. Des analyses de manganèse et d'oxydes de fer seront réalisées dans les eaux de rejets suite au déplacement du déchet de laitier.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>